

Vu la délibération du Gouvernement flamand du 22 avril 1997 relative à la demande d'un avis dans un délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 22 mai 1997, en application de l'article 84, premier alinéa, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand chargé des Travaux publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le libellé de l'arrêté royal du 24 octobre 1978 portant exécution de l'article 37, deuxième alinéa, de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, est remplacé par le libellé suivant : « Arrêté royal du 24 octobre 1978 portant exécution de l'article 35, deuxième alinéa, du décret portant l'aménagement du territoire, coordonné le 22 octobre 1996. ».

Art. 2. A l'article 1^{er} du même arrêté, les mots « article 37, deuxième alinéa, de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme » sont remplacés par les mots « Article 35, deuxième alinéa, du décret portant l'aménagement du territoire, coordonné le 22 octobre 1996 », la subdivision « § 1^{er} » étant abrogée, ainsi que les mots « sauf la procédure normale de l'estimation d'expertise visée au § 2, deuxième alinéa du présent article à laquelle les parties peuvent, chacune à ses frais, faire appel ».

Le § 2 du même article est abrogé.

Art. 3. A l'article 2, deuxième alinéa du même arrêté, les mots « visé à l'article 37 de la loi précitée du 29 mars 1962 » sont remplacés par les mots « visé à l'article 35 du décret portant l'aménagement du territoire, coordonné le 22 octobre 1996 ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le Ministre flamand ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juillet 1997.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le ministre flamand des Travaux publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire,
E. BALDEWIJNS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 1833

[97/29259]

9 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, modifié en dernier lieu par le décret du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise, tel que modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 mai 1993 déterminant et classant les cours généraux, cours de psychologie, pédagogie, méthodologie, cours spéciaux, cours techniques, la pratique professionnelle et les cours techniques et de pratique professionnelle organisés dans l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court;

Vu le protocole du 19 juin 1997 du Comité de Secteur IX et des comités des Services publics provisoires et locaux, section II;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 mai 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 mai 1997;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1997;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé et du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Les rubriques « chargés de cours généraux », « chargés de cours techniques » reprises dans le chapitre A de l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise, ainsi que les échelles de traitement se rapportant à ces fonctions, sont modifiées comme suit :

Chargés de cours généraux

a) porteur d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, d'un diplôme d'architecte conformément à la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture, d'un diplôme d'ingénieur industriel délivré conformément à la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long ou d'un diplôme assimilé à celui d'ingénieur industriel conformément à la loi précitée : 1/20 de 415;

régime transitoire :

entré en fonction en qualité de chargé de cours généraux et porteur d'un diplôme universitaire, et qui bénéficiait, à la date du 31 mars 1972, de l'échelle de traitement 1/20 de 422 : 1/20 de 422;

entré en fonction en qualité de chargé de cours généraux avant l'année scolaire 1997-1998 et qui bénéficiait de l'échelle de traitement : 1/20 de 422 : 1/20 de 422;

b) porteur d'un diplôme de niveau supérieur du 2^e degré : 1/20 de 340;

c) porteur d'autres titres : 1/20 de 240.

Chargés de cours techniques

a) porteur d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, de licencié, de docteur, d'ingénieur civil, de pharmacien, d'architecte délivré conformément à la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture, d'ingénieur industriel délivré conformément à la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long ou d'un diplôme assimilé à celui d'ingénieur industriel conformément à la loi précitée : 1/20 de 415;

régime transitoire :

entré en fonction en cette qualité avant l'année scolaire 1997-1998 et qui bénéficiait de l'échelle de traitement 1/20 de 422 : 1/20 de 422;

b) porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 2^e degré : 1/20 de 350;

c) porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 1^{er} degré : 1/20 de 260;

d) porteur d'autres titres : 1/20 de 240.

Art. 2. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 1^{er}, le membre du personnel visé à la rubrique « chargés de cours généraux », littera a), qui a acquis, à partir du 1^{er} septembre 1997, 9 années d'ancienneté dans le niveau supérieur de l'enseignement de promotion sociale, et qui possède le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur bénéficie de l'échelle de traitement 1/20 de 422.

§ 2. Par dérogation à l'article 1^{er}, le membre du personnel visé à la rubrique « chargés de cours techniques », littera a), qui a acquis, à partir du 1^{er} septembre 1997, 9 années d'ancienneté dans le niveau supérieur de l'enseignement de promotion sociale, et qui possède le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur, bénéficie de l'échelle de traitement 1/20 de 422.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} septembre 1997.

Art. 4. Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juillet 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 1833

[97/29259]

9 JULI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot aanvulling van het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de weddeschalen van het personeel van de leergangen voor sociale promotie die onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur ressorteren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, laatst gewijzigd bij decreet van 10 april 1995;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 25 oktober 1993 houdende bezoldigingsregeling van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 15 maart 1974 houdende bepaling op 1 april 1972 van de weddeschalen van het personeel van de leergangen voor sociale promotie die onder het « Ministère de l'Education nationale et de la Culture française » en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur ressorteren, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen der personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 14 mei 1993 tot vaststelling en indeling van de algemene vakken, de vakken psychologie, opvoedkunde en methodiek, de bijzondere vakken, de technische vakken, de beroepspraktijk en de technische vakken en beroepspraktijk in het hoger onderwijs van het korte type voor sociale promotie;

Gelet op het protocol d.d. 19 juni 1997 van Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 mei 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 21 mei 1997;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 30 juni 1997;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid en van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. De rubrieken « lesgevers algemene vakken », « lesgevers technische vakken », opgenomen in hoofdstuk A van het koninklijk besluit d.d. 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de weddeschalen van het personeel van de leergangen voor sociale promotie die onder het « Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur » en het « Ministère de l'Education nationale et de la Culture française » ressorteren, worden als volgt gewijzigd :

Lesgevers algemene vakken

a) houder van een diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs, een diploma van architect overeenkomstig de wet d.d. 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch onderwijs van het lange type of van een diploma gelijkgesteld met dat van industrieel ingenieur overeenkomstig bovenvermelde wet : 1/20 van 415;

overgangstelsel :

als lesgever algemene vakken in dienst getreden en houder van een universitair diploma en die op 31 maart 1972 de weddeschaal 1/20 van 422 genoot : 1/20 van 422;

als lesgever algemene vakken vóór het schooljaar 1997-1998 in dienst getreden en die de weddeschaal 1/20 van 422 genoot : 1/20 van 422;

b) houder van een diploma van hoger niveau van de 2e graad : 1/20 van 340;

c) houder van andere bekwaamheidsbewijzen : 1/20 van 240.

Lesgevers technische vakken

a) houder van een diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs, een diploma van licentiaat, van doctor, van burgerlijk ingenieur, van apotheker, van architect uitgereikt overeenkomstig de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs, van industrieel ingenieur uitgereikt overeenkomstig de wet d.d. 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch onderwijs van het lange type of van een van een diploma gelijkgesteld met dat van industrieel ingenieur overeenkomstig bovenvermelde wet : 1/20 van 415;

overgangstelsel :

in deze hoedanigheid in dienst getreden vóór het schooljaar 1997-1998 en die de weddeschaal 1/20 van 422 genoot : 1/20 van 422;

b) houder van een diploma van hoger onderwijs van de 2e graad : 1/20 van 350;

c) houder van een diploma van hoger onderwijs van de 1e graad : 1/20 van 260;

d) houder van andere bekwaamheidsbewijzen : 1/20 van 240.

Art. 2. § 1. In afwijking van artikel 1 geniet het personeelslid bedoeld in de rubriek « lesgever algemene vakken » littera a) dat vanaf 1 september 1997, 9 jaar anciënniteit heeft verkregen in het hoger niveau voor hoger onderwijs voor sociale promotie en dat het getuigschrift bezit voor pedagogische bekwaamheid dat past voor het hoger onderwijs, de weddeschaal 1/20 van 422.

§ 2. In afwijking van artikel 1 wordt het personeelslid bedoeld in de rubriek « lesgevers technische vakken » littera a) dat vanaf 1 september 1997, 9 jaar anciënniteit heeft verkregen in het hoger niveau voor hoger onderwijs en dat het getuigschrift bezit voor pedagogische bekwaamheid dat past voor het hoger onderwijs, de weddeschaal 1/20 van 422.

Art. 3. Dit besluit treedt op 1 september 1997 in werking.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 juli 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-C. VAN CAUWENBERGHE